Maîtres et esclaves, une histoire qui se perpétue

En Mauritanie, les affranchis se battent pour conquérir leur liberté – mais dans les pays du Sahel, l'esclavage demeure pratiqué

Par Laurence D'Hondt (Nouakchott)

Larges lunettes en fer sur le nez, courtoisie exquise, franchise des propos: Hamed fait penser à un de ces militants des indépendances africaines des années 60. A l'époque, on se plaisait à rêver d'un autre monde et espérait sincèrement le faire advenir.

Au volant de son modeste véhicule, une Toyota désuète, Hamed rit de bon coeur lorsqu'une voiture décide brusquement de faire demi-tour, lui barrant la route et commente avec bonne humeur le chaos des rues ensablées de Nouakchott, la capitale mauritanienne. Derrière son sourire et ses lunettes un peu passées, Hamed découvre une intelligence toute en finesse. Lorsqu'il se met à parler du rapport entre maîtres et esclaves en Mauritanie, chacun de ses mots devient source d'étonnement.

«Vous les Occidentaux, vous croyez que les esclaves ont encore des chaînes et subissent le fouet, vous avez des stéréotypes comme ça», sourit-il, «mais c'est plus vraiment ça. Ici les affranchis ont toujours des maîtres, ils gardent ce lien-là, parce qu'il va les aider dans la vie.»

Un Islam ambigu

Frère d'âme du militant anti-esclavagiste et parlementaire Biram Dah Abeid, Hamed est le fils d'un père esclave qui s'est rebellé contre son maître et a conquis sa liberté en fuyant au Sénégal. A l'époque, le Sénégal accueillait de nombreux esclaves mauritaniens en fuite car l'abolition de l'esclavage en Mauritanie n'a été proclamée que le 9 novembre 1981. «Dans les années 80 et 90, on voyait encore des esclaves partout», témoigne une résidente française qui a passé plus de 40 ans dans le pays.

C'est la perpétuation de cette situation anachronique à la fin du 20e siècle qui a fait émerger une contestation locale unique dont Hamed est un militant de la première heure. Car si l'abolition était proclamée, l'esclavagiste, lui, demeurait impuni. Il faudra attendre le 3 septembre... 2007 pour qu'une loi condamne de cinq à dix ans de prison le maître pratiquant l'esclavage et le 13 août 2015 pour que l'esclavage soit déclaré «crime contre l'humanité». «Il faut être un imbécile aujourd'hui pour oser se déclarer esclavagiste», assure avec une évidence ironique un journaliste mauritanien.

Pourtant dans les faits, les structures administratives et juridiques du pays demeurent dominées par les anciens maîtres qui poursuivent ce que l'on pourrait appeler «un racisme systémique». «Beaucoup d'anciens esclaves ont du mal à accéder à un état civil, car leurs parents n'ont jamais eu de documents», s'indigne Cheikh Vall, un jeune militant, le coeur brûlant du désir de faire valoir la pleine citoyenneté de ses pairs, «comment peuvent-ils alors faire valoir leurs droits auprès d'un agent de l'Etat pour l'accès à la terre, à l'école, à l'occupation d'une case en tôle?».

Le reportage

Au coeur de ce système inégalitaire: L'ambiguïté des autorités musulmanes qui conditionnent toujours la justice et les moeurs, aux côtés du droit moderne. Dans le code malékite, le livre de droit musulman de référence dans l'Ouest de l'Afrique, l'esclavage n'est pas interdit. Même plus: Le livre de Khalil qui conseille le maître sur les bonnes pratiques à suivre avec son esclave est à l'étalage dans n'importe quel marché de la capitale.

> *Ici, les affranchis ont toujours des maîtres, ils gardent ce lien-là, parce qu'il va les aider dans la vie.*
>
> **Hamed, militant anti-esclavagiste**

A l'association musulmane El Rachad, engagée dans la «déradicalisation», la question de l'esclavage demeure litigieuse. Son président Abdallah Mohamed Sidiya, un lettré de sensibilité salafiste (mouvement fondamentaliste), s'esquive poliment lorsqu'il s'agit d'expliquer pourquoi dans la sourate 33, verset 52, «il ne t'est plus permis de prendre d'autres épouses, à l'exception des esclaves que tu possèdes...». Est-ce dire qu'il y a une inégalité fondamentale entre un être humain et un autre, selon qu'il soit libre ou esclave?

La fin du déni des autorités

Cette absence de clarification ne contribue pas à soutenir la cause abolitionniste dans un pays qui est soumis à une forte influence des islamistes. Le nouveau président Mohammed Cheikh El Ghazouani élu en 2019 a cependant franchi un pas, en rompant avec la politique du déni de ses prédécesseurs. «Nous reconnaissons qu'il y a encore des esclaves dans le pays», affirme désormais Hacenna Ould Boukhreiss, l'ex-Commissaire aux droits de l'Homme. S'il n'est pas facile de donner un chiffre exact pour un phénomène qui est désormais caché, des cas d'esclavage font régulièrement parler d'eux dans le pays. Il s'agit tantôt d'enfants d'esclaves donnés en cadeau de mariage à un membre de la famille, tantôt de femmes maintenues dans le giron ancestral d'une famille sans avoir accès à un état civil, ni même à la propriété de leurs enfants.

Assise au fond d'une case étouffante, éclairée par une petite fenêtre, rejetée dans la banlieue pauvre de Nouakchott, Madigu Coulibaly porte les marques de l'extrême violence qu'elle vient de subir. La jambe immobilisée par d'imposantes broches en fer, elle raconte comment le fils de son maître s'est acharné contre elle, en lui roulant plusieurs fois dessus avec sa moto, lui brisant les deux mains et la jambe gauche. «Il voulait me tuer parce que je ne voulais plus obéir», témoigne la femme, montrant les photos de ses blessures.

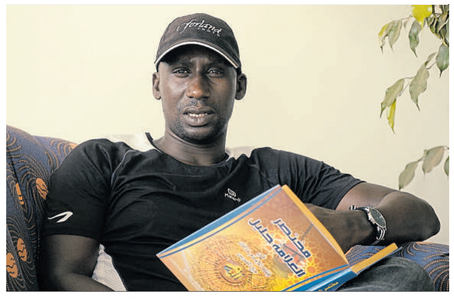
Mais plutôt que de s'appesantir sur ces cas «résiduels» selon les mots de l'ex-commissaire aux droits de l'Homme, les autorités préfèrent se concentrer sur la lutte contre les «séquelles» de l'esclavage. L'agence de lutte contre l'exclusion Taazour, mise en place par le gouvernement, décline ainsi son travail de réinsertion des anciens esclaves et populations pauvres en cinq sections sophistiquées qui vont du développement de l'habitat social à la mise en place de filets sociaux...

Coupables de demander la liberté

Il n'empêche: 40 ans après l'abolition de 1981, les liens entre maîtres et esclaves innervent encore la société mauritanienne. «Et ils sont même plus forts», assure Hamed, avec sa franchise primesautière. Plus forts? «Oui, parce qu'ils ne sont plus exercés sous la contrainte. Ce sont des liens que l'esclave veut garder avec son maître – qu'il appelle en langue hassaniya, mon 'arabe' –, pour se sentir protégé».

Il y a quelques années, une mère esclave a ainsi défrayé la chronique, en traversant toute la Mauritanie pour témoigner contre son fils qui avait osé réclamer sa liberté à son maître devant un tribunal. Car le paradoxe est celui-là: Si le maître est aujourd'hui menacé et parfois puni, c'est l'esclave qui se sent coupable d'abandonner son maître. «Même en Europe, il y a des affranchis qui continuent à payer une part de leur salaire à leur ancien maître», s'exclame Hamed, «l'esclave a grandi dans l'idée que pour être un bon musulman, il fallait être docile au maître. Alors si l'esclave ose le quitter, il pense qu'il doit lui demander pardon».

Vue sur Nouakchott, la capitale de la Mauritanie. En Mauritanie, les esclaves et les affranchis forment le groupe majoritaire des quatre millions d'habitants du pays.
Photos: Gilles Trinques



Le jeune militant Cheikh Vall tient le livre de Khalil qui conseille le maître sur les bonnes pratiques à suivre avec son esclave.

Des cas d'esclavage font régulièrement parler d'eux en Mauritanie. Il s'agit entre autres de femmes maintenues dans le giron ancestral d'une famille sans avoir accès à un état civil, ni même à la propriété de leurs enfants.

> *Il voulait me tuer parce que je ne voulais plus obéir.*
>
> **Madigu Coulibaly**

Madigu Coulibaly a été brutalisée par le fils de son maître qui s'est acharné contre elle en lui roulant plusieurs fois dessus avec sa moto, lui brisant les deux mains et la jambe gauche.

L'actualité de cette question a donné naissance en 2017, au Réseau G5 Sahel anti-esclavage, qui rassemble les mouvements anti-esclavagistes de ces différents pays. Dans une déclaration dite l'Appel de Niamey du 20 décembre 2018, différentes associations dont Timidria au Niger, l'Ira (Initiative pour la résurgence du mouvement abolitionniste) en Mauritanie, Temedt du Mali ou Festichams du Burkina Faso ont tiré la sonnette d'alarme sur la question d'un esclavage persistant qui s'appuie sur une stratification sociale fondamentalement esclavagiste.

Cet appel désigne le Sahel comme l'une des régions au monde qui a, selon ses termes, «la spécificité de connaître encore de nos jours l'esclavage et des pratiques analogues, maintenant dans l'esclavage des millions d'êtres humains». Si le commerce d'esclaves n'existe plus, les pratiques d'exploitation héréditaire nommé «esclavage par ascendance» s'observe encore au sein des communautés nomades touaregs et peuples résidant au nord du Mali, du Niger ou encore au Tchad.

Mais elles existent également dans le milieu négro-africain des Soninke, où les maîtres ne sont pas des arabo-berbères. Cet esclavage intra-africain a précédé l'arrivée de l'Islam dans la région. Au contraire de la traite atlantique et dans une moindre mesure de la traite arabe, il n'a pas fait à ce jour l'objet d'une remise en question critique. Il relève même d'un héritage tabou que les dirigeants actuels n'osent pas affronter de peur de devoir reconnaître dans les pères fondateurs des indépendances africaines de potentiels coupables de pratiques esclavagistes....

Le Mali et le Burkina Faso n'ont a ce jour adopté aucune mesure légale contre les pratiques esclavagistes, tandis qu'au Niger et au Tchad, les lois criminalisant l'esclavage ne sont pas ou peu appliquées. Le dénonciation de la persistance de pratiques esclavagistes prend un caractère brûlant avec la poussée vers le sud des mouvements djihadistes, qui dans leurs troupes hétéroclites ramènent des Touaregs marginalisés, des djihadistes arabes descendus d'Algérie et de Libye, mais aussi, – paradoxe des situations –, des esclaves en fuite qui trouvent auprès des djihadistes un havre très temporaire.

Pour les membres de l'Appel de Niamey, l'esclavage et le djihadisme sont intimement liés, car ils s'exercent «avec des instruments idéologiques identiques qui conduisent à l'extrémisme violent». Le charismatique président de l'Ira en Mauritanie, Biram Dah Abeid, deux fois candidat aux élections présidentielles dans son pays, estime que la force de sécurité G5 Sahel ne peut se contenter de lutter contre le djihadisme sans prendre en compte les inégalités fondamentales de statut qui continuent de dominer la région et sont inscrites dans des textes de lois issus du Coran. «Le djihadisme et l'esclavage sont nourris à la même mamelle», déclarait-il récemment à l'occasion d'une tournée régionale.

> *Le djihadisme et l'esclavage sont nourris à la même mamelle.*
>
> **Biram Dah Abeid, président de l'Ira en Mauritanie**

L'annonce de la fin de l'opération Barkhane le 11 juin dernier et le retrait des troupes françaises déployées dans le Sahel pour contrer la menace djihadiste pourraient laisser libre cours aux fractures et rancoeurs qui déchirent les pays du Sahel. Rappelons que le Soudan a connu une scission totale en 2011: Le Soudan du nord à majorité arabe et musulmane et le Soudan du Sud, peuplé de chrétiens et d'animistes.

Un enjeu politique majeur

Dans chacun des pays du Sahel, le rapport entre le nord et le sud a ses particularités. Désormais, sous la pression de l'émancipation des populations et des majorités démocratiques, il pourrait se renverser. Ainsi, en Mauritanie où les esclaves et les affranchis forment le groupe majoritaire des quatre millions d'habitants du pays. Si ce pays a longtemps attiré les regards en raison d'une persistance ouverte et visible de l'esclavage pratiqué par les maîtres maures sur les populations noires, il a aujourd'hui développé un arsenal juridique plus radical que ses voisins. Cette évolution s'est faite sous la pression d'un mouvement de contestation endogène unique dans l'histoire de l'esclavage en terre d'Islam. Aujourd'hui, la lutte contre l'esclavage y est devenue un enjeu politique majeur.

L'esclavage intra-africain toléré

La ligne de partage entre maîtres et esclaves ne caractérise pas seulement la Mauritanie. Elle traverse la plupart des pays du Sahel, en passant par le Mali, le Niger et le Tchad jusqu'au Soudan. Aujourd'hui encore les populations s'y déterminent souvent comme «libres» ou «captifs», selon que dans leurs veines coule un sang ancestral d'esclaves ou de maîtres. Ce système peut s'apparenter aux castes en Inde et n'exclut pas l'ascension socio-économique des anciens esclaves, même s'ils resteront marqués par leur ascendance.